

BALZACQ T., CARRERA S., éd. (2006): *Security Versus Freedom? A Challenge for Europe's Future*. Aldershot: Ashgate (313p).

Stéphane Baele

Le nouvel ouvrage de Thierry Balzacq et Sergio Carrera, « *Security versus Freedom ? A challenge for Europe's future* », adresse une question politique à la fois fondamentale et éclipsée, classique et urgente : celle du lien qu'entretiennent les notions – et dès lors les pratiques – de sécurité et de liberté.

Cette ancienne question du rapport entre sécurité et liberté se présente aujourd'hui avec d'autant plus d'urgence que ce rapport ne se pense et pose plus que sous la forme d'une *nécessaire balance* entre les deux notions, et que cet équilibre, selon de nombreux observateurs du monde académique ou para-académique (think-tanks), se déséquilibrerait actuellement de façon significative en faveur du pôle sécuritaire.

Si l'on peut remettre en cause la notion de balance, entendant qu'elle avalise le modèle en « vases communicants » entre les deux concepts et introduit dès lors de manière immédiate un rognage nécessaire de la liberté, il convient de voir qu'elle permet une bonne visualisation du processus problématique en cours. S'insérant à la suite des travaux sur la biopolitique et sur la « sécurisation », l'analyse de Balzacq et Carrera prend pour objet les compétences de Justice et Affaires Intérieures (JAI) de l'Union Européenne, et éclaire sur l'état de l'équilibre (présenté et réel) entre sécurité et justice.

Le livre contient quinze articles de différents contributeurs (Bigo, Guild, Hobbing, etc., et bien sur Balzacq et Carrera), dont la cohérence est assurée par un travail éditorial des deux chercheurs ainsi que par leur encadrement des textes, via une introduction au début et une recommandation de politiques en fin d'ouvrage.

Ces textes s'attachent tous à étudier – dans des cas pratiques, dans les textes, et en théorie – l'état du processus de sécurisation dans les politiques JAI de l'UE. Le contexte de départ est le suivant : à mesure de l'accroissement des compétences de l'Union Européenne dans les matières de JAI, et principalement depuis le Traité d'Amsterdam et le Programme de La Haye, se serait introduite une propension à créer des politiques « security-led ». En d'autres termes, il semblerait que la prégnance des préoccupations sécuritaires s'est accrue. Le but des auteurs est de faire le point sur cette hypothèse, en étudiant successivement les trois dimensions de la

nouvelle JAI : politiques de liberté (pp.35-114), de sécurité (pp.115-256), et enfin de justice (257-290).

Dans une perspective principalement pratique (fort rattachement aux faits), par une rigueur analytique certaine, et sur une base interrogative constructiviste, les contributeurs se penchent notamment sur la conception de la sécurité dans le Programme de la Haye (Bigo), les conséquences de la politique commune d'asile (Guild), la compatibilité de l'acquis européen en matière de migration avec les droits de l'homme (Sitaropoulos), les techniques de surveillance des frontières et la protection des données (Brouwer), la Politique Européenne de Voisinage (Smith), etc. Ces textes ont le mérite d'effectuer systématiquement à la fois une présentation détaillée des phénomènes étudiés, avec de nombreuses références aux textes directeurs, et une analyse plus profonde des contradictions, paradoxes ou cohérences, manquements, rationalités, de ces politiques précises. Cette double présence, faits et explications, constitue probablement l'attrait principal de cet ouvrage collectif, tant d'autres contributions sur le même thème oublient souvent l'un des deux pans. Un autre aspect intéressant tient dans la cohésion entre les différentes contributions, s'éclairant mutuellement et se situant dans la même approche, même s'il convient également de préciser que cette cohérence qui fait donner l'évidence à l'ouvrage semble bien reposer sur une similarité d'opinion quant aux politiques européennes et à la dangerosité de leur direction. Une univocité qui peut faire réapparaître le spectre du biais épistémologique, même si la rigueur globale de l'analyse tend à le démentir.

Il est aussi très clair que ce livre ne s'adresse qu'aux personnes déjà familiarisées avec le sujet, ou du moins vis-à-vis du fonctionnement organisationnel et du passé politique de l'Union Européenne : le côté succinct de certaines définitions et rappels n'en fait pas – loin de là – un manuel didactique sur la thématique. Il faut aussi remarquer le caractère quantitativement restreint des analyses des politiques de justice, par rapport à celles de sécurité, à moins que cela ne soit une manière détournée de refléter la proportion réelle de ces deux politiques.

Comme inévitablement, les contributions à l'ouvrage de Balzacq et Carrera sont inégales, mais sont en moyenne de haute qualité, et apportent ensemble un éclaircissement sur les différentes dimensions de la nébuleuse formée par les nombreuses politiques et acteurs de la JAI européenne. Les allergiques aux approches constructivistes devraient même, à la condition d'une ouverture d'esprit vraiment minimale, noter l'importance de « Security Versus Freedom ». Un ouvrage pertinent, net et rigoureux.